



## COURRIER AUX FEDERATIONS CGT, UNSA, CFDT.

Saint-Denis, le 27 Mars 2017

Chèr-e-s camarades,

Malgré la perte douloureuse de trop nombreux ami-e-s, collègues, syndicalistes, la direction SNCF peine toujours à réagir. Les dirigeants impliqués dans ces tragédies continuent à exercer leur violence managériale, notamment en continuant à envoyer des hommes et des femmes en conseil de discipline. La SNCF est le théâtre d'une série de suicides comme l'a été France Telecom en pleine déstructuration ; aux mêmes causes, les mêmes effets !

La Fédération SUD-Rail a pourtant systématiquement mis en garde la direction sur les conséquences d'une organisation du travail anxiogène. Ces nombreuses réorganisations mises en place à l'issue de la loi du 4 août 2014 (réforme ferroviaire), le sont aujourd'hui dans le cadre du nouvel accord d'entreprise et de la politique du directoire SNCF ; elles font fleurir les filiales et font porter l'intégralité de leurs conséquences sur les salarié-e-s.

Guillaume Pépy, à la tête du Groupe SNCF, n'a pas su réagir aux alertes que nous avons lancées ; aujourd'hui, la situation empire, les salariés mis sous pression sont poussés vers l'irréparable, ceux qui remettent en cause ces orientations managériales inhumaines sont discriminés, sanctionnés voire licenciés.

Il est temps de ne plus laisser faire, un nouveau modèle d'organisation du travail doit se mettre en place à la SNCF. Cette organisation doit replacer les hommes et les femmes de l'entreprise au cœur du travail, ce qui implique de s'appuyer sur l'humain et de revoir en profondeur les conditions de travail.

C'est un modèle radicalement opposé à celui que défend depuis toujours Guillaume Pépy, dont nous réclamons aujourd'hui le départ.

La Fédération SUD-Rail vous propose d'émettre symboliquement un droit d'alerte national (*par le biais du CNHSCT*) quant à la politique de l'entreprise qui, de par les suppressions d'emplois et l'aggravation des conditions de travail, crée des conditions à risques pouvant conduire des hommes et des femmes à des actes désespérés.

La Fédération SUD-Rail n'a eu de cesse d'agir en ce sens. Il faut de toute urgence changer de politique, prendre des mesures et rompre avec cette logique de mise en concurrence des salariés entre eux.

Il faut cesser toutes les restructurations en cours, fusions d'établissements, casse des métiers, réorganisations des services, et revenir à un modèle d'organisation du travail qui abandonne la logique concurrentielle, la gestion par activité et le moins disant social.

Dans la période, nationalement, en région, en établissement, nous ne devons avoir pour priorités :

- **d'agir pour que le dernier suicide dû au travail soit enfin le dernier,**
- **de déclencher systématiquement, même si le passage à l'acte a eu lieu en dehors des emprises de l'entreprise, des enquêtes CHSCT,**
- **d'exiger la transparence de la direction sur ces questions.**

Dans ce cadre, la Fédération SUD-Rail vous informe par ailleurs qu'elle a interpellé le Président de la République et les ministres en charge de ces questions, pour que l'Etat, propriétaire de la SNCF, fasse cesser ces violences sociales dans l'entreprise.

Maintenant, ça doit s'arrêter !

Pour la Fédération SUD-Rail

**Erik Meyer**

**Emmanuel Grondein**